



APPEL DE DÉTRESSE À KANESATAKE

Une vingtaine de familles blanches de Kanésatake lançaient récemment un ultime appel de détresse au gouvernement du Canada, qui refuse toujours d'acheter leurs maisons qui n'ont plus aucune valeur sur le marché immobilier.

Pour leur plus grand malheur, ils vivent au sud de la route 344 et leur départ ferait en sorte qu'une route provinciale traverserait le territoire autochtone.

On raconte dans la sphère politique que Québec et Ottawa veulent éviter de créer un autre Kahnawake. Ces Blancs se sentent comme des otages de leur propre gouvernement.

Ce qu'ils ressentent de plus affreux, c'est qu'Ottawa leur donne l'impression qu'ils n'existent plus. Le Journal de Montréal a rencontré une dizaine de ces personnes pour écouter le récit de leur drame.

DANS L'IGNORANCE DE LA RÉALITÉ PENDANT 30 ANS

La majorité des Blancs qui résident encore à Kanésatake et qui supplient le gouvernement fédéral d'acheter leurs propriétés y sont installés depuis 30 et même 35 ans ; plusieurs n'ont entendu parler de la revendication de leur terrain par les Indiens qu'en 1989 !

Nous avons rencontré une dizaine de ces propriétaires, cette semaine, pour mieux connaître les raisons qui les ont poussés à s'établir sur des « terres indiennes ».

Tous affirment n'avoir jamais, au grand jamais, été informés du dossier de la revendication territoriale, soit au moment de passer chez le notaire, soit par les autorités municipales du temps ou au moment d'obtenir des permis de transformation de leur chalet, et encore moins par des représentants des deux gouvernements.

Les surprises de 1990

Ils ont découvert, lors de la crise de 1990, que bien des gens les avaient tenus dans l'ignorance. Ils ne s'en prennent pas aux Indiens, mais ils accusent surtout les hommes politiques, eux qui étaient informés de l'évolution du dossier au cours des 40 dernières années, d'avoir manqué à leur responsabilité en laissant des Blancs acheter des terrains qui faisaient déjà, à l'époque, l'objet de revendications de la part des Mohawks.

Gilles Rozier, 63 ans, fut l'un des premiers à s'établir à Kanésatake, entre le lac des Deux-Montagnes et la route 344.

En 1940, il achète le terrain de ses beaux-parents qui l'avaient eux-mêmes acheté du propriétaire de la ferme Dagenais quelques années auparavant.

Gilles Rozier se construit un chalet en 1957 sur l'emplacement même où, historiquement, les Indiens aimaient se rencontrer les belles

nuits d'été, autour d'un feu, pour chanter et fêter à leur façon. En 1965, il obtiendra les permis municipaux requis pour transformer complètement son chalet en maison.

Aucun doute

Il s'y installera en permanence sans jamais se douter du problème qui lui fera vivre un stress intense dès 1990. En 1991, une thrombose le conduisait

à l'hôpital et, l'an dernier, il était victime d'une hémorragie cérébrale.

« En 1965, j'ai vendu un terrain que je possédais à Laval parce que ma femme et moi avons décidé de nous établir ici. L'endroit est magnifique, et je ne pourrai jamais trouver rien de semblable ailleurs », commente Gilles Rozier.



André BEAUVAIS

OTTAWA DEVRAIT RÉAGIR

- Sirros

(NG) - Le ministre délégué aux Affaires autochtones, M. Christos Sirros, s'est déclaré favorable à l'acquisition par Ottawa des propriétés appartenant à des Blancs au sud de la route 344, à Oka.

Il a confié au Journal, hier, s'être entretenu de cette question-là avec son homologue fédéral, M. Ron Irwin, il y a peu de temps.

« Je lui ai indiqué que quant à moi, le fédéral devrait agir sur cela. Il est ouvert, m'a-t-il dit. Il y a cette possibilité-là. Il examinera diverses hypothèses dans les jours à venir. »

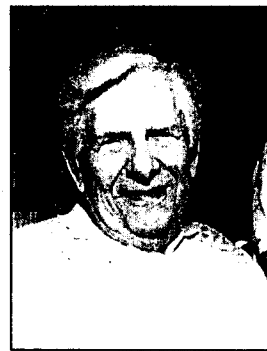
M. Sirros a signalé que cette question impliquant Kanésatake « est une question qui relève entièrement de la responsabilité fédérale au niveau de l'achat de ces terrains-là ».

« M. Irwin est donc sensibilisé et ce que je trouve encourageant, c'est qu'il dit ne pas être fermé à la possibilité de racheter », a conclu le ministre québécois.



Photo John TAYLOR

À 63 ans, Gilles Rozier est propriétaire d'un terrain revendiqué par les Indiens. Sa maison n'a plus aucune valeur. Son avenir et celui de sa conjointe sont entre les mains des autorités fédérales.



Photos John TAYLOR

Les plus âgés en otages

Annette et Roland Beaugard, qui ont respectivement 74 et 76 ans, forment le couple le plus âgé chez les otages de Kanésatake. Ils n'ont pas la force de livrer une bataille acharnée contre Ottawa, mais ils veulent terminer leurs jours dans la paix et dans la dignité. L'inaction du gouvernement les oblige à vivre une situation de stress qui les détruit à petit feu.

LE GOUVERNEMENT VEUT RÉGLER AU NORD AVANT D'ACHETER AU SUD DE LA ROUTE 344

Le gouvernement du Canada ne s'est jamais engagé à acheter les propriétés des oubliés de Kanésatake et veut attendre de régler le transfert des maisons acquises au nord de la route 344, avant d'aller de l'avant avec d'autres achats au sud.

Jean-Maurice Duddin

C'est ce qu'a indiqué cette semaine Cate McCready, porte-parole du ministre des Affaires indiennes, Ron Irwin, lors d'une entrevue avec Le Journal de Montréal.

On se défend d'ailleurs à Ottawa qu'il n'y ait jamais eu la moindre promesse d'achat des maisons même si, durant la dernière campagne électorale fédérale, la députée Lise Bourgault avait obtenu du conseil des ministres une promesse d'évaluation des propriétés.

Le député d'opposition Maurice Dumas, représentant de la circonscription d'Argenteuil-Papineau sous la bannière du Bloc québécois à la Chambre des communes, rappelle maintenant avec énergie qu'il avait alors dénoncé cette tactique électorale.

« Il n'y avait aucune promesse d'achat là-dedans ! », s'insurge-t-il encore aujourd'hui, choqué par cette duperie.

Au bureau du ministre, M^{me} McCready précise qu'il n'y aura donc aucun achat pour le moment, tout en relevant que « ça n'a d'ailleurs jamais été négocié ». Elle rappelle que l'engagement du gouvernement n'avait concerné que l'évaluation des propriétés.

Elle a par contre ajouté que le ministre Irwin était désireux de rencontrer les membres de l'Association des propriétaires à l'intérieur de Kanésatake (APIK).

Le député du Bloc endorse quant à lui complètement les demandes des oubliés de Kanésatake. Pour lui, la seule solution possible est l'achat des maisons. « Mais il

n'y a pas de volonté politique », déplore-t-il, précisant qu'à titre de député d'opposition, il dispose de peu de moyens pour forcer le débloccage.

M. Dumas laisse entendre que le gouvernement fédéral pourrait faire valoir insidieusement qu'il craint d'exproprier au sud de la route 344 parce que la route serait alors complètement en territoire autochtone.

« Il n'y a pourtant pas d'inquiétude à y avoir. Il y a des fermes qui appartiennent à des Blancs au nord de la route 344 et leurs propriétaires continuent de les exploiter sans problèmes. »

Si les hommes politiques d'Ottawa s'approchaient du désespoir que vivent quelques Blancs, à Kanesatake, peut-être se convaincraient-ils eux-mêmes d'agir rapidement.

UNE FEMME TENTE DE SE SUICIDER...

pour en finir avec Kanesatake

André Beauvais

La vingtaine de Blancs détenus comme des otages dans quatre enclaves, à cause d'un double entêtement politique d'Ottawa et du conseil de bande, arrivent au bout de leurs forces psychologiques.

Chez les Mohawks, plusieurs aînés vivent aussi la situation péniblement. Le stress frappe sans tenir compte de la race. On raconte aussi des histoires inquiétantes dans la communauté mohawk.

Mais, en janvier 1993, chez les Blancs, on a failli perdre l'une des propriétaires. Complètement désespérée de constater après deux ans et demi que le gouvernement d'Ottawa persistait dans son oubli des enclaves de Kanesatake, cette dame à la retraite a

décidé d'en finir avec « son » malheur.

Sous les soins médicaux depuis juillet 1990, elle a absorbé tous ses médicaments, dans un moment de désespoir. Par chance, son mari a pu s'en rendre compte avant qu'il ne soit trop tard.

Cette dame que nous avons rencontrée cette semaine a accepté de nous livrer ce témoignage, espérant « que si quelqu'un peut aider les derniers Blancs de Kanesatake, qu'il vienne à notre secours », implore-t-elle, en sanglots.

M^{me} ... (nous devons taire son nom, les membres de sa famille n'étant pas au courant de sa tentative de suicide) a croulé sous le stress pendant la crise d'Oka.

Le cancer ?

Elle raconte. « Je me suis mise à avoir mal partout dans le corps. Ma santé était de plus en plus défaillante. Je me croyais atteinte du cancer généralisé. Le médecin qui me voyait deux fois par semaine m'encourageait à contrôler le stress. Son verdict me paraissait très lourd à porter : je serais une personne dépressive pour le reste de ma vie et condamnée à prendre des médicaments.

« Les mois s'écoulaient, et je n'avais plus aucun espoir de voir le gouvernement acheter notre maison. L'avenir était de plus en plus noir. Même pas un signe d'encouragement d'Ottawa. Ce soir-là, j'ai décidé de mettre fin à mes jours. Je n'étais plus capa-

ble de vivre dans cet enfer. »

Après un séjour d'une semaine à l'hôpital, M^{me} ... est retournée chez elle, à Kanesatake, non plus avec le désespoir dans l'âme mais avec l'espoir qu'un jour, les hommes politiques d'Ottawa cesseront de scruter à la loupe les papiers officiels de ce dossier pour se pencher sur les conditions de vie inhumaines dans les enclaves blanches de Kanesatake.

« Je suis mieux, maintenant, et j'ai beaucoup d'aide de mon mari. Il ne voulait pas que je rencontre un journaliste. Il avait peur pour moi. Mais je voulais que les gens d'Ottawa sachent que le drame que nous vivons ici est de leur faute », accuse-t-elle.

Elle ne savait pas, en 1987, que des Indiens vivaient là

(AB) - Claude et Laurena Bazire s'installent à Kanesatake en 1987, trois ans avant la crise. Les hommes politiques savent déjà ce qui se trame en coulisses, au chapitre de la revendication territoriale, mais les vendeurs comme les acheteurs de maisons n'en ont aucunement conscience, et personne ne les informe.

Les Bazire achètent donc un chalet avec l'intention de le transformer en maison qu'ils revendront cinq ans plus tard ! Laurena raconte. « J'aimais l'endroit, que je connaissais depuis mon enfance. Mes parents m'avaient souvent à Saint-Placide, et nous passions devant ce chalet.

« Je n'avais jamais su que des Indiens vivaient là, encore moins qu'ils revendiquaient ces terres depuis longtemps. J'ai découvert leur présence lorsqu'un voisin, Indien, très gentil d'ailleurs, nous offrit son aide et celle de ses amis dans les travaux

que nous avons entrepris. »

Ces travaux étaient assez avancés lorsque la crise éclata en 1990. Mais le « chantier » n'a pas bougé depuis, et la maison ne se vendra jamais, à moins qu'Ottawa ne décide de son achat et de son prix !

Même si les Bazire sont plus jeunes que la majorité des otages blancs et peuvent supporter davantage le stress, ils font la triste constatation eux aussi que leur avenir ressemble « à rien » et que leur vie est déchirée, sans lendemain depuis bientôt quatre ans.

M. et M^{me} Bazire dirigent une troupe de théâtre qui se spécialise dans les croisières « mais, de dire Laurena, nous sommes obligés de refuser des contrats car ici, à Kanesatake, vous ne pouvez laisser une maison inhabitée quelques jours, si vous ne voulez pas connaître de désagréables surprises à votre retour ».

« C'est comme si nous avions cessé de vivre en 1990. Nous ne pouvons plus penser à aucun projet,



Laurena Bazire aurait aimé qu'on l'informe sur la situation politique de Kanesatake, en 1987, au moment d'acheter un chalet.



Photos John TAYLOR

Claude Bazire ne s'explique pas pourquoi son gouvernement le détient toujours en otage à Kanesatake.

nous ne pouvons pas rêver à une simple mouleure dans une pièce. L'évaluateur du gouvernement, quand il est passé à la maison, nous a conseillés, comme à tous les

Blancs, de ne rien ajouter à la maison car son évaluation était complétée et qu'aucune autre amélioration ne viendrait la modifier », de dire Laurena.

Les personnes âgées vivent difficilement la situation

« NOUS CRAIGNONS D'Y LAISSER NOTRE SANTÉ »

« Nous avons permis que le Québec ne devienne pas une terre de violence mais, malheureusement pour nous, voici que nous sommes confrontés à l'anarchie et à la désobéissance civile. Cela dure depuis quatre ans. Les promesses gouvernementales n'ont pas été respectées en ce qui nous concerne. Nous sommes des otages et nous craignons de perdre beaucoup dans cette affaire, dont notre santé. »

André Beauvais

Les Blancs de Kanesatake rencontrés cette semaine tenaient à répéter ce message très fort. La plupart de ces otages

sont des personnes âgées pour qui l'avenir n'a plus de sens.

Rolland Beauregard, 76 ans : « En 1991, la crise m'a secoué, et je suis tombé malade ; j'ai dû être opéré pour le cœur. Tous ces événements ont bouleversé ma vie, et je ne sais même pas si je vivrai encore assez longtemps pour assister au règlement de notre dossier. Si oui, mon épouse et moi devrions songer à nous installer ailleurs. Mais où... ? »

Diane Minucci, 58 ans : « C'est épouvantable de jouer avec nos vies comme cela. Nous n'existons pas, pour le gouvernement fédéral, et nous sommes obligés de pleurer sur la place publique pour tenter de lui faire comprendre notre drame quotidien. Nous avons transformé en maison un chalet que nous avions acheté pour y vivre heureux. Nous avons décidé de nous établir ici sans rien connaître de

l'histoire politique de Kanesatake. Nous sommes des otages, et Ottawa doit mettre fin à cela... »

Gilles Rozier, 63 ans : « Je suis ébéniste et j'ai transformé complètement ma maison sur le bord de l'eau. J'y ai mis beaucoup de temps et d'argent. Trois mois avant la crise, une personne a frappé à ma porte m'offrant d'acheter ma maison. Évidemment que j'ai dit non... »

Son beau-frère, Marcel Mercier, 68 ans : « À la suite de la crise, ma femme a fait une dépression nerveuse. Elle n'est pas ici aujourd'hui parce qu'elle doit éviter tout rapport avec ce dossier, toute participation dans un groupe pour défendre ses intérêts. Le gouvernement nous détruit à petit feu... »

Tous ces Blancs ont l'appui de l'évêque de Saint-Jérôme, Mgr Charles Valois, et du maire de la Paroisse d'Oka, Yvan Patry.



Marcel Mercier a consacré beaucoup d'énergie et d'argent dans l'aménagement de son terrain et les améliorations à sa maison. Il craint d'être ridiculisé, le jour où Ottawa décidera d'agir...